

1935/6  
B.I.D. 9-8  
INDIA  
No. 5.

## Atrocities Committed by the Greeks in Smyrna.

Report of the Commission of Inquiry,  
appointed by the Supreme Council  
of the Allies, concerning the Greek  
Occupation of Smyrna and Adjacent  
Territories ; dated Constantinople,  
the 12th October, 1920. - -

INDIAN  
KHILAFAT DELEGATION



HX  
632  
A1  
W9  
No. 1032

MAIN

8, Albert Hall Mansions,  
Kensington Gore,  
London, S.W.7.  
Telephone : Kensington 3077.



# Atrocities Committed by the Greeks in Smyrna.

Report of the Commission of Inquiry,  
appointed by the Supreme Council  
of the Allies, concerning the Greek  
Occupation of Smyrna and Adjacent  
Territories ; dated Constantinople,  
the 12th October, 1920. - -

The Indian Khilafat Delegation Publications.

No. 5.

8, Albert Hall Mansions,  
Kensington Gore,  
London, S.W. 7.  
Telephone: Kensington 3077.

# COMMISSION INTERALLIÉE D'ENQUÊTE SUR L'OCCUPATION GRECQUE DE SMYRNE ET TERRITOIRES ADJACENTS.

---

*Constantinople, le 12 Octobre, 1919.*

## **Etablissement des Responsabilités.**

No. 1.—L'enquête a prouvé que depuis l'armistice, la situation générale des chrétiens dans le vilayet d'Aïdin était satisfaisante. Leur sécurité n'était pas menacée.

Si l'ordre d'occupation de Smyrne a été donné par la Conférence de la Paix à la suite de renseignements inexacts, la responsabilité première des événements incombe aux individualités ou aux Gouvernements qui ont établi ou transmis sans les vérifier des renseignements de ce genre tels que ceux dont il est parlé au No. 1 des points établis. (Le Général représentant italien renouvelle à ce sujet les réserves qui sont insérées au procès-verbal de la 37<sup>e</sup> séance.)

No. 2.—La cause initiale des événements doit être recherchée dans les haines de religion. Les Grecs n'ont rien fait pour en empêcher les manifestations. **Leur occupation loin de se présenter comme l'exécution d'une mission civilisatrice a pris immédiatement l'aspect d'une conquête et d'une croisade.**

No. 3.—La responsabilité des faits qui se sont passés à Smyrne les 15 et 16 Mai, ainsi que dans les environs immédiats de la ville au cours des premières journées qui ont suivi ce débarquement incombe au commandement militaire supérieur grec ainsi qu'à certains officiers qui ont manqué à leur devoir. Le Gouvernement grec a reconnu cette responsabilité par les sanctions qu'il a prises.

Une part de responsabilité incombe toutefois aux autorités turques de Smyrne qui n'ont pris aucune

# INTER-ALLIED COMMITTEE OF INQUIRY CONCERNING THE GREEK OCCUPATION OF SMYRNA AND ADJACENT TERRITORIES.

---

CONSTANTINOPLE, October 11, 1919.

## PART I.—Establishment of Responsibility.

1. The inquiry has proved that since the Armistice the general situation of the Christians in the vilayet of Aïdin has been satisfactory. Their safety has not been menaced.

If the order of occupation of Smyrna was given by the Peace Conference in consequence of inexact information, the first responsibility of the events lies with the individuals or the Governments which established or transmitted, without verifying it, information of this kind; such as that which is mentioned in No. 1 of the points established. (The General representing Italy reiterates with regard to this matter the reservations inserted in the Report of the thirty-seventh meeting.)

2. The initial cause of the events must be sought for in religious hatred. The Greeks have done nothing to prevent manifestations of it. **Their occupation, far from appearing like the execution of a civilising mission, immediately assumed the aspect of a conquest and a crusade.**

3. The responsibility for the doings which took place at Smyrna on May 15 and 16, as well as in the immediate neighbourhood of the town, in the course of the first days which followed this landing, lies with the Greek Military High Command, as well as with certain officers who failed in their duty.

The Greek Government has recognised this responsibility by the decisions it has taken.

Part of the responsibility, however, rests with the Turkish authorities of Smyrna, who took no

mesure pour empêcher l'évasion et l'armement des prisonniers de droit commun avant l'arrivée des Grecs.

**No. 4.—Dans la personne de la Haute Autorité civile qui le représente à Smyrne le Gouvernement hellénique est responsable des troubles graves qui ont ensanglanté la zone intérieure du pays pendant l'avance des troupes grecques parce que :**

(a) L'Autorité susvisée ne s'est pas conformée aux instructions du Conseil Suprême données par le télégramme du 7/20 Mai de Monsieur Venizelos. Sans avoir demandé aucune autorisation au Représentant de l'Entente, elle a permis au Commandant Militaire de donner le 10/23 Mai, l'ordre d'envoyer des troupes à Aïdin-Magnésie et Kassaba, en dehors des limites du Sandjak de Smyrne.

(b) La même Autorité a volontairement laissé les populations dans l'ignorance de l'étendue de l'occupation. Elle a ainsi contribué à augmenter la surexcitation des habitants musulmans et par suite les désordres.

**No. 5.—La responsabilité des Autorités supérieures grecques est engagée par le fait qu'elles ont permis la circulation de civils armés dans le pays.**

Pour quelques-unes de leurs opérations militaires ou de police, elles ont même toléré l'emploi de ces civils armés en même temps que celui de troupes régulières.

**No. 6.—La cause première des troubles qui se sont produits dans la vallée du Méandre résulté de l'occupation même, faite sans justification.**

Les faits regrettables qui ont accompagné la marche et l'établissement des troupes grecques, sont la conséquence de l'état de guerre dans lequel s'est trouvé le pays dès que ces troupes ont avancé.

Les haines qui existent depuis des siècles entre Turcs et Grecs en ont incontestablement augmenté la fréquence et la sauvagerie.

Les Grecs ne sauraient, en toute justice, en être rendus seuls responsables.

Les mêmes considérations s'appliquent aux événements qui se sont déroulés dans les régions de Pergame et aux environs de Magnésie et d'Eudémiche.

measures to prevent the escape and arming of the prisoners of the common law before the arrival of the Greeks.

4. In the person of the civil High Authority which represents it at Smyrna, the Hellenic Government is responsible for the grave troubles which stained with blood the interior zone of the country during the advance of the Greek troops, because

(a) The above-mentioned authority did not conform to the instructions of the Supreme Council given by telegram on May 7/20 from M. Venizelos. Without having asked the Representatives of the Entente for any authorisation it allowed the Military Commander to give on May 10/23 the order to send troops to Aidin, Magnesia and Kassaba, beyond the boundaries of the Sandjak of Smyrna.

(b) The same authority voluntarily left the population in ignorance of the extent of the occupation. It thus contributed to increase the over-excitement of the Mussulman inhabitants and, in consequence, the disorders.

5. The responsibility of the High Greek Authorities is involved by the fact that they allowed the circulation of armed civilians in the country. For some of their military or police operations, they even tolerated the use of these armed civilians at the same time as that of regular troops.

6. The precise cause of the troubles which took place in the Meander Valley was the occupation which was without justification.

The regrettable events which accompanied the march and the establishment of the Greek troops are the consequence of the state of war in which the country has been since these troops advanced.

The hatred which has existed for centuries between Turks and Greeks has indisputably increased their frequency and savagery. In all justice, the Greeks alone cannot be made responsible for them. The same considerations apply to the events which took place in the regions of Pergama and the neighbourhood of Magnesia and Eudemiche.

**No. 7.—Les Grecs sont, au contraire, seuls responsables du Massacre de Ménémén.** Ce massacre n'a pas été préparé. Mais le Commandant Grec, connaissant l'état de surexcitation de ses troupes à la suite de l'affaire de Pergame aurait dû et pu prendre des dispositions pour remettre en main des troupes auxquelles l'énervement, la fatigue et la peur ont fait commettre, sans provocation, un véritable massacre de civils turcs sans défense.

**Les officiers grecs présents à Ménémén ont complètement manqué à leurs devoirs.**

**No. 8.**—Bien que la situation actuelle soit meilleure, le calme n'est pas encore rétabli dans le vilayet d'Aïdin.

Presque toutes les transactions commerciales avec l'intérieur de l'Anatolie sont arrêtées.

Cette situation est incontestablement le résultat de l'occupation et de l'état de guerre qui persiste entre les irréguliers turcs et les troupes grecques, bien que celles-ci n'étendent plus leur zone d'occupation.

Les chefs du mouvement national turc, qui agissent de concert avec d'anciens chefs de bandes de brigands, n'ont pas toujours une autorité suffisante sur leurs forces, pour les empêcher de se livrer quelquefois à des incursions. Il en résulte qu'une part des responsabilités leur incombe en ce qui concerne la situation actuelle du pays.

Derrière leur responsabilité apparaît celle du Gouvernement turc, qui, jusqu'à ce jour, n'avait aucune autorité sur les chefs du mouvement national.

*Les Membres de la Commission,*

**Signé :**

**BRISTOL, BUNOUST, HARE, DALI'OLIO.**

### **Conclusions présentées par la Commission.**

**1.**—La situation créée à Smyrne et dans le vilayet d'Aïdin par l'occupation est fautive parce que :

(a) L'occupation, qui n'avait en principe pour but que le maintien de l'ordre, présente en réalité toutes les formes de l'annexion. Le Haut-Commissaire grec exerce seul une autorité efficace. Les Autorités turques qui sont restées en fonction n'ont plus aucun pouvoir. Elles ne reçoivent plus d'ordres de Constantinople et, par suite de la disparition presque complète de la police



7. On the contrary, the Greeks alone are responsible for the massacre of Menemen. This massacre was not prepared. But the Greek Command, knowing the over-excited state of its troops in consequence of the affair of Pergama, ought to and could have taken measures to hold in hand the troops whom enervation, fatigue and fear caused to commit, without provocation, a veritable massacre of the defenceless Turkish civilians. The Greek officers present at Menemen completely failed in their duty.

8. Although the present situation is improved, peace has not yet been re-established in the vilayet of Aidin.

Almost all commercial transactions with the interior of Anatolia have stopped.

This situation is indisputably the result of the occupation and of the state of war which continues between the Turkish irregular troops and the Greek troops, although the latter no longer extend their zone of occupation.

The leaders of the Turkish National Movement who are acting in concert with some old chiefs of brigand bands do not always possess adequate authority over the forces of these chiefs so as to prevent them from occasional incursions. A portion, therefore, of responsibility rests on these leaders as regards the actual condition of affairs in the country.

Behind their responsibility apparently lies that of the Turkish Government which up to the present exercises no authority over the leaders of the National Movement.

The Members of the Commission :—

(Signed) BRISTOL, BUNOUST, HARE, DALL'OLIO.

## PART II.—Conclusions Presented by the Committee.

1. The situation created in Smyrna and in the vilayet of Aïdin by the occupation is a false one, because :

(a) The occupation, which in principle aimed only at the maintenance of order, presents, in reality, all the forms of annexation. The Greek High Commissioner alone exercises efficacious authority. The Turkish authorities who have remained in office have no longer any power. They no longer receive orders from Constantinople, and in consequence of

et de la gendarmerie turques, elles n'ont plus les moyens nécessaires pour l'exécution de leurs décisions.

(b) L'occupation impose à la Grèce des sacrifices militaires considérables hors de proportion avec la mission à remplir si cette mission est temporaire et ne doit avoir pour but que le maintien de l'ordre.

**(c) Elle est incompatible dans sa forme actuelle avec le retour de l'ordre et de la tranquillité dont les populations, menacées par la famine, ont grand besoin.**

2. La Commission estime :

(a) que si l'occupation militaire du pays ne doit avoir pour but que le maintien de la sécurité et de l'ordre public, cette occupation ne doit pas être confiée à des troupes grecques, mais aux troupes alliées, sous l'autorité du Commandement supérieur allié en Asie Mineure.

(b) que l'occupation par les Grecs seuls ne doit être maintenue que si la Conférence de la Paix est résolue à prononcer l'annexion complète et définitive du pays à la Grèce.

Dans ce cas, la liberté d'action devra être laissée au commandement grec vis-à-vis des forces turques.

(c) que l'annexion pur et simple envisagée ci-dessus, serait contraire au principe proclamant le respect des nationalités car, dans la région occupée, en dehors de la ville même de Smyrne\* et d'Aïvali, la prédominance de l'élément turc sur l'élément grec est incontestable.

Il est du devoir de la Commission de faire remarquer que le sentiment national turc, qui a déjà manifesté sa résistance n'acceptera pas cette annexion. Il ne cédera qu'à la force, c'est-à-dire devant une expédition militaire que la Grèce seule ne pourrait conduire avec quelque chance de succès.

3.—Dans ces conditions, la Commission propose les mesures suivantes :

**(a) Faire relever le plus tôt possible, tout ou partie des troupes grecques par des troupes alliées beaucoup moins nombreuses.**

---

\* Le nombre des Chrétiens habitant Smyrne est élevé mais les Chrétiens Grecs sont beaucoup moins nombreux que les Turcs. Ni les autres Chrétiens ni les Juifs desirant l'annexion de Smyrne par les Grecques.

the almost entire disappearance of the Turkish police and *gendarmerie* they have no longer the means necessary for the execution of their decisions.

(b) The occupation imposes considerable military sacrifices on Greece out of proportion to the mission to be fulfilled if that mission is temporary and only aims at the maintenance of order.

**(c) It is incompatible in its present form with the return of order and peace of which the populations, threatened by famine, have great need.**

(2) The Committee considers :

(a) That if the military occupation of the country only aims at the maintenance of public safety and of order, this occupation should not be entrusted to Greek troops, but to Allied troops, under the authority of the Allied High Command in Asia Minor.

(b) That the occupation by the Greeks alone should only be maintained if the Peace Conference has resolved to declare the complete and final annexation of the country to Greece. (In this case liberty of action should be left to the Greek Command with regard to the Turkish Forces.)

(c) That the above considered annexation, pure and simple, would be contrary to the principle proclaiming respect for nationalities, because in the occupied region, excepting the town of Smyrna\* itself and Aivali, the **predominance of the Turkish element over the Greek element is indisputable.** It is the duty of the Committee of Inquiry to observe that the Turkish national sentiment, which has already manifested its resistance, will not accept this annexation. It will only yield to force, that is to say, before a military expedition, which Greece alone could not lead with any chance of success.

---

\* The number of Christians in Smyrna is considerable, but the Greek Christians are much less numerous than the Turks. Neither the non-Greek Christians nor the Jews have any desire for a Greek annexation of Smyrna.

(b) Si, pour sauvegarder l'amour-propre grec, il est décidé qu'une partie des troupes grecques coopèrent à l'occupation, répartir ces troupes à l'intérieur de la région occupée pour leur éviter tout contact direct avec les forces nationales turques.

(c) Dès que l'occupation par les Alliés sera réalisée, exiger du gouvernement turc la réorganisation de la gendarmerie sous la direction et le commandement d'officiers interalliés. Cette gendarmerie devra être mise le plus tôt possible en état d'assurer l'ordre dans toute la région et de remplacer dans ce but les détachements alliés.

(d) En même temps que la réorganisation de la gendarmerie, le gouvernement turc devra restaurer l'administration civile.

4.—Les chefs du mouvement national ayant affirmé à plusieurs reprises que leur opposition n'est dirigée que contre les Grecs, ces mesures doivent leur enlever tout motif de résistance armée et rendre au gouvernement central de Constantinople l'autorité qu'il n'a plus.

Rien ne devra plus empêcher la licenciement des troupes irrégulières.

Dans le cas contraire, l'Entente saura enfin le cas qu'elle peut faire des protestations de loyalisme faites par les Turcs, soit par les chefs du mouvement national, soit par les membres du Gouvernement.

*Les Membres de la Commission,*

L'Amiral BRISTOL,

Délégué des Etats-Unis d'Amérique.

Signé : BRISTOL.

Le Général BUNOUST,

Délégué de la France.

Signé : BUNOUST.

Le Général HARE,

Délégué de la Grande-Bretagne.

Signé : HARE.

Le Général DALL'OLIO,

Délégué de l'Italie.

Signé : DALL'OLIO.

3. In these circumstances the Committee proposes the following measures :

(a) **To have, as soon as possible, all or part of the Greek troops relieved by Allied troops much less numerous.**

(b) If in order to preserve the Greek *amour propre* it is decided that part of the Greek troops should co-operate in the occupation, to station these troops in the centre of the region occupied, in order that they should avoid all direct contact with the Turkish national forces.

(c) As soon as the occupation by the Allies takes place, to demand from the Turkish Government the re-organisation of the *gendarmerie* under the direction and command of inter-Allied Officers. This *gendarmerie* should be put, as soon as possible, in a position to assume order throughout the whole region—and with this aim to replace the Allied detachments.

(d) At the same time as the re-organisation of the *gendarmerie*, the Turkish Government ought to restore civil administration.

4. The heads of the National Movement having declared repeatedly that their opposition was directed against the Greeks only, these measures ought to remove from them every motive for armed resistance and to return to the Central Government of Constantinople the authority which it no longer has. Nothing should any longer prevent the disbanding of irregular troops. In the contrary event, the Entente will, indeed, know how to esteem the protestations of loyalty made by the Turks, whether by the leaders of the National Movement or by the members of the Government.

The Members of the Commission :

Admiral Bristol, Delegate of the U.S.A.

(Signed) BRISTOL.

General Bunoust, Delegate of France :

(Signed) BUNOUST.

General Hare, Delegate of Great Britain :

(Signed) HARE.

General Dall'Olio, Delegate of Italy :

(Signed) DALL-OLIO.

**T**HERE is a considerable demand for reliable information about Turkey and other Muslim countries which the Indian Khilafat Delegation and the Islamic Information Bureau are at all times ready to supply. The "**Muslin Outlook**" is also issued weekly to serve the same purpose, and will be supplied *gratis* to all newspapers and persons interested in Turkey and other Muslim countries.

*Apply either to the*

## INDIAN KHILAFAT DELEGATION,

Telephone— 8, Albert Hall Mansions,  
Kensington 3077. Kensington Gore, London, S.W.7.

— Or —

## ISLAMIC INFORMATION BUREAU,

Telephone— 33, Palace Street,  
Victoria 9499. London, S.W.1.

SM-IN-THE-20TH-CENTURY---0172047A

UNIVERSITY LIBRARY



HX 632 A1 W9 no.1032

World communism in the 20th  
century.

0172047A MAIN

